



DISCOURS SEM RAJOELINA ANDRY
Président de la Haute Autorité de la Transition
66^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies
New York – 23 Septembre 2011

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Honorables Délégués, Mesdames et Messieurs,

Après trois ans de crise politique et après trois ans d'absence, Madagascar est aujourd'hui fier de retrouver sa place, ici parmi vous, dans le concert des Nations.

Au nom de mes compatriotes, je suis particulièrement honoré de participer à ce débat général, axé sur « le rôle de la médiation dans le règlement des différends par des moyens pacifiques ». En effet, les crises qui se sont succédé à travers le monde, et tout récemment dans le Nord de l'Afrique, démontrent l'importance et l'actualité de ce thème !

Madagascar en a traversé, qui vient de connaître justement une étape décisive, grâce au concours de la médiation internationale, qui a permis aux Malgaches de trouver entre eux un consensus porteur d'espoir.

Aussi, permettez-moi tout d'abord de rendre un vibrant hommage à Son Excellence, feu Dag HAMMARSKJÖLD, ancien Secrétaire Général de cette grande organisation, pionnier de la diplomatie préventive et architecte du concept de maintien de la paix, dont nous venons de célébrer le 50^{ème} anniversaire de sa disparition tragique.

Durant son mandat, il n'a cessé d'œuvrer pour renforcer la légitimité de l'Organisation des Nations-Unies dans la résolution pacifique des différends internationaux. Et maintenant encore, nous lui devons en grande partie, la reconnaissance universelle des vertus de la médiation pour résoudre les tensions, voire les conflits.

Nous venons de commémorer les événements tragiques du 11 septembre 2001 qui ont ébranlé cette ville de New York et même le monde entier. Nous sommes aussi à dix ans de l'« Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations », une année durant laquelle le dialogue des cultures et la culture du dialogue ont été promus sur la scène internationale afin de combattre le choc des civilisations.

Mais quand on parle de « conflits », on se réfère à deux idéologies différentes qui ne défendent pas les mêmes valeurs. Cela peut concerner deux pays, ou deux régions, ou encore un Gouvernant et son peuple.

Dans ce dernier cas, lorsque l'un ne respecte plus l'autre, cela engendre un soulèvement populaire qui aboutit à un conflit, conduisant à une crise, d'où l'importance du rôle de la médiation pour régler les différends par des moyens pacifiques.

C'est en ce sens que toute médiation devrait recueillir les informations à leurs sources, et constater de visu, les réalités prévalant sur le terrain du conflit, avant de proposer une solution qui serait durable et acceptable par tous.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'histoire nous a montré que des actes démesurés d'un Dirigeant, en utilisant la force, engendrent des conséquences graves à son pays, qui peuvent le ramener au chaos, et coûter la vie à des dizaines, des centaines, voire des milliers d'innocents. Et c'est tout un peuple qui en subit malheureusement les graves conséquences.

Pourquoi ? Souvent, l'apport de vraies solutions se fait trop attendre, ce qui fait plonger une grande partie de l'humanité dans la pauvreté. Car aux souffrances, à l'angoisse, au désespoir, nous devons avoir une réponse. Nous voulons changer et nous allons changer !

Afin de mieux illustrer mes propos, permettez-moi de vous parler du cas de mon pays : Madagascar.

Vous savez tous, autant que moi, que la Grande île de l'océan Indien a vécu, depuis la fin de l'année 2008, une crise politique.

Le peuple malgache s'est soulevé avec détermination pour rompre avec un passé caractérisé par une mauvaise gouvernance, le non-respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et de l'état de droit – engendrant une paupérisation généralisée, une misère sociale insoutenable au quotidien et une frustration grandissante ressentie par la majorité de mes compatriotes.

C'est ainsi que le peuple malgache a revendiqué une vie meilleure et la mise en place d'un véritable changement tout en se confortant au respect des principes universels.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

A un moment où la recherche d'une sortie de crise passe par les principes d'une gestion consensuelle et inclusive d'une Transition, et au moment où ce consensus s'avère difficile à obtenir, des efforts louables de médiation entre les protagonistes malgaches ont été déployés, aussi bien par des organisations de la société civile malgache que par des partenaires bilatéraux et régionaux de la Grande Ile ainsi que, par la Communauté Internationale.

Je me permets de citer ici et de saluer fortement les efforts inlassables et patients de l'équipe de médiation de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (dite la « SADC »), structure régionale mandatée par l'Union Africaine ; et également les initiatives sans relâche, effectuées par d'autres entités telles que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation Internationale de la Francophonie et la Commission de l'Océan Indien.

L'implication de tous les acteurs concernés dans la médiation a été indispensable, afin de répondre à une logique d'efficacité et de pragmatisme, c'est-à-dire être à la hauteur de l'urgence ainsi que des impératifs vitaux de la population, et de l'économie malgache qui aurait été fragilisée, si la crise et les négociations perduraient encore.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Peuple Malgache a été patient et a fait preuve d'un courage sans pareil dans la résolution pacifique de la crise politique, et ce, d'une manière exemplaire, malgré toutes les restrictions économiques et sociales, ainsi que l'absence d'aide internationale dont il a souffert durant ces trois dernières années.

La feuille de route de sortie de crise pour Madagascar proposée par la SADC, paraphée le 9 Mars 2011, a été signée par les Groupements Politiques, constituant la grande majorité des parties prenantes malgaches, le 17 Septembre dernier.

La grande famille politique malgache est désormais résolue à aller de l'avant et à s'engager à œuvrer de concert dans l'intérêt supérieur de la Nation, pour le bien-être, la paix et la sérénité du peuple dans son ensemble.

Une étape extrêmement importante vient d'être franchie. Mais les efforts à entreprendre et qui suivent restent nombreux. Il convient, dès lors, de les concentrer en premier lieu vers la mise en application des dispositions de la feuille de route, par pur respect des premières aspirations populaires, menant vers l'organisation d'élections libres, crédibles, justes et transparentes – seule issue définitive à la crise et au retour à la normalité constitutionnelle.

Nous sommes parvenus à trouver finalement un accord consensuel, reflété par le sens du compromis dont nous sommes particulièrement fiers en raison de la culture profonde du « Fihavanana », un concept de vie en société qui anime les Malgaches depuis la nuit des temps, qu'on pourrait résumer aux principes de : « Fraternité, Solidarité, Respect mutuel, Tolérance, et Sagesse ». Ainsi, nous exprimons notre détermination à aller vers la reconstruction et le développement de notre société.

Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort et ferai tout mon possible pour que les actions aboutissent pleinement aux résultats attendus et qu'elles soient rapidement couronnées de succès.

Dès lors, je lance un appel solennel à la Communauté Internationale, à apporter sa contribution individuelle et/ou regroupée, nécessaire à leur mise en œuvre.

J'attire particulièrement l'attention des Nations Unies sur l'action qu'elle doit entreprendre dans l'évaluation des besoins électoraux de Madagascar, afin qu'un calendrier électoral établi dans un cadre crédible, neutre, transparent et indépendant, fondé sur le respect des droits fondamentaux et des normes internationales, puisse être fixé dans les meilleurs délais possibles.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'histoire nous enseigne que même après l'usage de la force, toute guerre et tout conflit se terminent toujours autour d'une table. Cela démontre clairement que la médiation peut être choisie comme une alternative aux armes.

Nous sommes contre l'utilisation de toute forme de répression quelle qu'elle soit. Il est tout-à-fait possible de résoudre des différends par des moyens pacifiques comme c'est le cas de Madagascar, en recourant à un procédé plus efficace comme le dialogue.

Le monde évolue, le monde change, et nous tous dirigeants ici voulons un monde meilleur pour nos peuples respectifs ! Oui, Mesdames et Messieurs, c'est possible et nous pouvons le réaliser !

Je vous remercie de votre aimable attention.